

Journée noire pour EDF en Bourse, les affaires se gâtent pour 2018

Publié le 13/11/2017 à 11h02 Mis à jour le 14/11/2017 à 9h31



© GettyImages / Nutexzles

Le groupe a révisé à la baisse ses prévisions financières pour 2018. La capitalisation a fondu de 3,5 milliards d'euros ce lundi.

L'action EDF est foudroyée depuis l'ouverture des échanges à la Bourse de Paris alors que le groupe a annoncé une révision à la baisse de ses objectifs 2018, afin de tenir compte de plusieurs évolutions défavorables, parmi lesquelles une baisse de la consommation d'électricité en France et une moindre disponibilité de son parc nucléaire en début d'année. L'électricien public a précisé dans un communiqué qu'il tablait désormais pour 2018 sur un bénéfice avant impôt, charges financières, dépréciation et amortissement (Ebitda) compris entre 14,6 et 15,3 milliards d'euros, contre 15,2 milliards au moins prévus précédemment.

EDF vise aussi pour l'année prochaine un flux de trésorerie (cash-flow) "légèrement positif ou proche de l'équilibre" (hors projet du compteur "intelligent" Linky, nouveaux développements, cessions d'actifs et acompte sur dividende notamment), alors que cet indicateur était attendu "supérieur ou égal à zéro". Le groupe a précisé que sa filiale de distribution d'électricité Enedis anticipait désormais une baisse des volumes acheminés de 0,3% en France en 2018. En plus d'une moindre disponibilité de certaines tranches nucléaires au début de 2018, EDF prévoit aussi une baisse de la rémunération de la capacité au Royaume-Uni.

>> *Notre service - [Testez notre comparateur de Comptes-Titres pour passer vos ordres de Bourse au coût le plus bas](#)*

Le groupe estime que ses investissements nets - hors Linky, nouveaux développements et cessions d'actifs - devraient être proches de 11 milliards d'euros en 2018 (contre 10,5 milliards prévus précédemment), un chiffre qui inclut une accélération dans les énergies renouvelables et des investissements nécessaires dans le parc nucléaire français et le réseau de distribution, précise EDF.

>> *A lire aussi - [Les dérives d'EDF dans le nucléaire vont faire exploser notre facture](#)*

Dans ce contexte, EDF accélère le déploiement du plan de performance présenté en avril 2016, l'objectif de réduction des "Opex" (Somme des charges de personnel et des autres consommations externes) en 2018 par rapport à 2015 étant porté à 800 millions d'euros, au lieu de 700 millions précédemment. Le plan de cessions de 10 milliards, prévu pour la fin 2020, devrait être achevé en quasi-totalité fin 2018.

A la clôture, l'action EDF perdait 10,4%, à 10,52 euros, soit une perte de capitalisation d'environ 3,6 milliards d'euros par rapport à la clôture vendredi.

Les dérives d'EDF dans le nucléaire vont faire exploser notre facture

Publié le 10/10/2017 à 11h35 Mis à jour le 23/10/2017 à 15h32



© EDF médiathèque - Alexis Morin

Pas chère, l'électricité en France ? Pour le moment, oui. Mais cela ne devrait pas durer, car les tarifs fixés par l'Etat ne reflètent absolument pas les coûts de notre filière atomique. Renforcement de la sécurité, stockage, coût du démantèlement... la facture risque d'être salée.

Plus de 33 milliards d'euros. C'est, selon le rapport publié début juin par la Cour des comptes britannique, le surcoût que vont devoir payer les sujets de Sa Majesté sur leur note d'électricité pour financer les deux EPR d'Hinkley Point. Un véritable coup de massue. En 2013, quand Londres a négocié avec EDF la construction de ces réacteurs, la hausse de la facture était censée ne pas dépasser... 6,8 milliards d'euros. "Les Anglais ont subitement pris conscience que le nucléaire allait leur coûter très cher", note Paul Dorfman, professeur à l'Energy Institute – UCL.

Un demi-siècle après le lancement de leur propre programme atomique, les Français risquent de faire bientôt la même découverte. Jusque-là, ils étaient protégés par la pratique du tarif administré : c'est l'Etat qui fixait arbitrairement, à un niveau très bas, le prix du kilowattheure. Du coup, ils payaient leur courant moins cher que la plupart de leurs voisins européens. Mais cette belle époque va prendre fin. Le 19 juillet dernier, le Conseil d'Etat a en effet estimé que les tarifs réglementés du gaz étaient contraires aux directives européennes sur l'énergie et qu'il fallait les abandonner. Or l'équation est exactement la même pour l'électricité. Bruxelles prépare d'ailleurs une directive pour supprimer les prix administrés du courant. Le retour sur terre risque d'être brutal. Officiellement, EDF évoque régulièrement un coût de production situé entre 30 et 35 euros le mégawattheure. Mais cette fourchette, nous allons le voir, ne prend en compte qu'une petite partie des dépenses réelles liées à nos réacteurs.

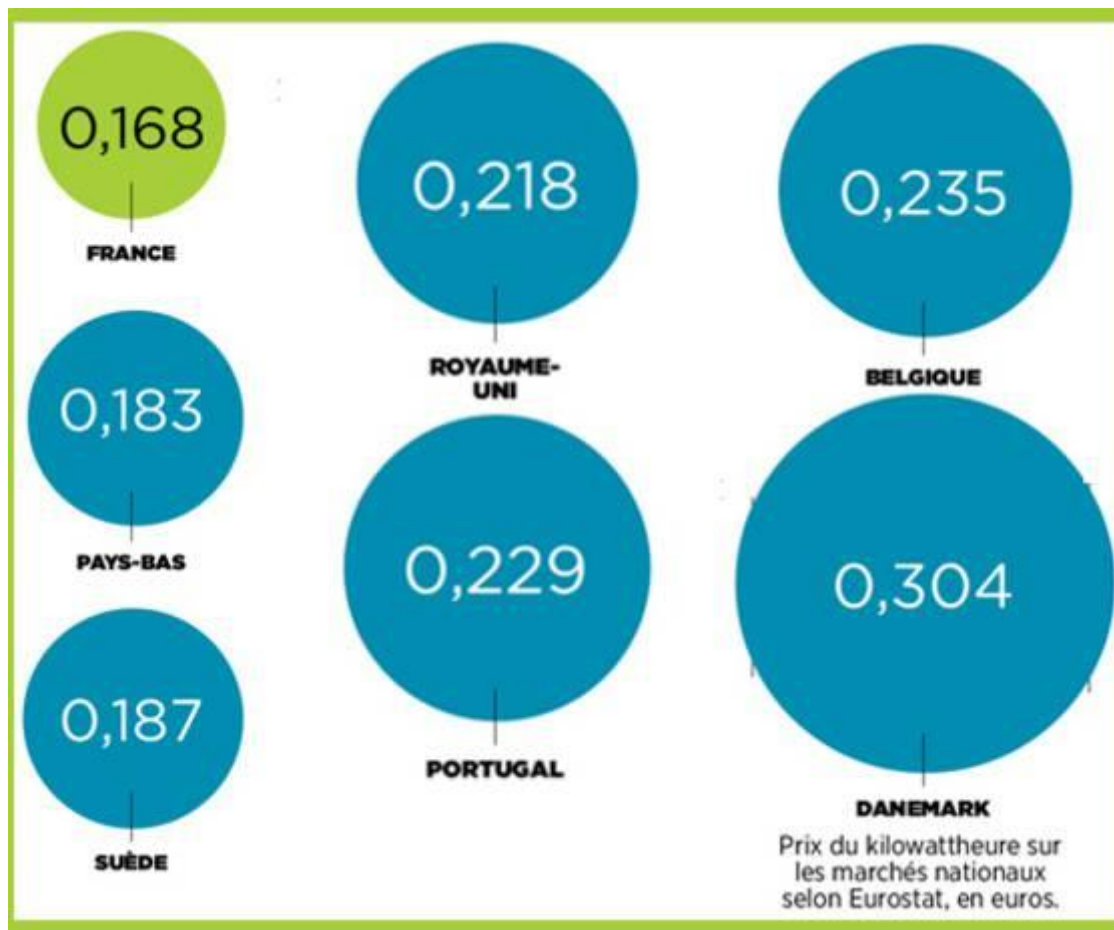
>> *En vidéo - [Pourquoi la libéralisation du marché de l'électricité est-elle un échec ?](#)*

Nous ne payons pas le vrai prix de notre énergie

En d'autres termes, cela fait des années que nous ne payons pas le vrai prix de notre énergie nucléaire. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille subitement tenter d'en finir avec elle, comme l'exigent les ayatollahs de l'écologie. En choisissant de miser sur l'atome dans les années 1970, la France s'est assurée de son indépendance énergétique, elle a permis la création d'une filière industrielle d'excellence, et elle en recueille aujourd'hui les fruits dans ses rejets de CO₂, bien moindres que ceux de ses voisins. En attendant de pouvoir être remplacé par du renouvelable, le nucléaire reste une chance pour notre pays.

Mais il va falloir en payer les arriérés. A combien s'élèvent-ils au juste ? Les coûts de production d'EDF ne cessant d'augmenter, la Cour des comptes a refait les calculs à trois reprises, en 2010, 2013 et 2016. Ses conclusions : pour tenir compte des énormes frais financiers, des 61 milliards d'euros de dette qu'il faudra bien rembourser et de la constitution d'une cagnotte pour réinvestir dans de nouveaux moyens de production, elle estimait à 62,60 euros le coût du mégawattheure (en 2014). On est loin des 35 euros officiels.

Le prix du courant en Europe :



>> [À lire aussi - Électricité, gaz : la facture risque-t-elle de déraper avec la fin des tarifs réglementés ?](#)

Des milliards d'euros pour nos équipements nucléaires

Ce n'est pas tout. Il va aussi falloir prendre en compte les gigantesques frais que l'électricien devra engager pour obtenir la prolongation pendant dix à vingt ans de 34 de ses réacteurs. Il a prévu de consacrer 48 milliards d'euros à ce "grand carénage", comme disent les spécialistes, mais, là non plus, la Cour des comptes n'est pas d'accord. Selon elle, c'est au bas mot 100 milliards qui pourraient être engloutis dans l'opération. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a fait savoir de son côté que les travaux annoncés par EDF seraient insuffisants pour atteindre les critères de sûreté.

Au cœur des débats, la nécessité de renforcer la protection des piscines pour le combustible usagé : aujourd'hui, ces installations (une par réacteur) ne sont pas blindées et constituent l'un des points faibles des centrales.

>> [À lire aussi - Terrorisme : le rapport alarmant de Greenpeace sur la sécurité de nos centrales nucléaires](#)

La prolongation passerait donc par des travaux. Or tout coûte cher, et même très cher dans le nucléaire. En 2015, à l'issue d'une analyse sur les capacités de stockage du combustible usagé en France, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) a demandé à EDF de

prévoir la construction d'une nouvelle piscine de stockage avant 2025 pour éviter d'engorger les installations d'Areva à La Hague. Le coût de cet équipement, aux critères de sûreté actuels, est évalué autour du milliard d'euros !

Démantèlement et stockage vont faire flamber la facture

Autres frais non pris en compte dans nos factures actuelles, le coût du démantèlement. Même si EDF obtient le droit d'exploiter ses réacteurs dix ou vingt ans de plus, il devra les fermer un jour ou l'autre. Une dépense pour laquelle les provisions passées – 350 millions d'euros, en moyenne par réacteur – semblent une fois de plus minorées. Aux Etats-Unis comme en Allemagne, la facture réelle de démantèlement a révélé des coûts supérieurs au milliard d'euros. Trois fois plus !

Pour couronner le tout, EDF va devoir cotiser pour financer Cigéo, le centre de stockage profond que prévoit de construire l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), à Bure, dans la Meuse. Cette sorte de caverne creusée à 500 mètres sous terre devrait pouvoir être utilisée pendant cent ans. Mais le coût arrêté en 2016 par Ségolène Royal fait sourire les spécialistes : la ministre de l'Environnement avait décidé que Cigéo mobiliserait 25 milliards d'euros pendant la durée de vie du projet (construction et exploitation). Or l'Andra a remis un rapport estimant la facture à 34 milliards d'euros et l'ASN parle même de 40 !

Reste à faire les additions. En pratique, un client d'EDF paie aujourd'hui entre 14 et 16 centimes le kilowattheure, selon la puissance de son compteur. Sur ce tarif, la part qui rémunère la production d'électricité nucléaire tourne autour de 5 centimes (le reste finance le transport, les subventions au renouvelable et aux tarifs sociaux). Pour obtenir le vrai prix du courant, il faudrait augmenter ce montant de 1,4 centime afin de permettre à l'électricien de couvrir l'ensemble de ses frais financiers et d'exploitation, le gonfler d'un autre centime pour payer la facture du grand carénage, et de trois autres encore afin de régler le coût du futur démantèlement et du stockage profond. Au total, le kilowattheure devrait passer à 21 centimes, soit une hausse de 34% !

Pourquoi la libéralisation du marché de l'électricité est-elle un échec ?

Publié le 23/10/2017 à 15h04 Mis à jour le 23/10/2017 à 15h52

Sourdine

Temps actuel 0:21

/

Durée 4:25

Jacques Percebois - Les déceptions de la libéralisation du marché de l'électricité

Total, Butagaz et maintenant Cdiscount, la concurrence s'accroît sur le marché de la distribution de l'électricité depuis déjà plus d'une décennie. Pour autant, les prix ne

baissent pas de manière significative. Est-ce la preuve de l'échec de la libéralisation de ce marché ?

EDF peut continuer à dormir sur ses deux oreilles. Malgré l'arrivée sur le marché de la distribution d'électricité de nouveaux acteurs depuis dix ans, Cdiscount étant le dernier en date, la société historique réussit à conserver 84% de ses clients. Thibault Lieurade de Xerfi reçoit Jacques Percebois, professeur à l'Université de Montpellier et directeur scientifique de la chaire économique du climat, pour réaliser l'état des lieux de cette libéralisation du marché de l'électricité.

Pour l'économiste, le bilan à faire au niveau européen et national est en demi-teinte. "La libéralisation du secteur de l'électricité n'a pas produit tous les effets attendus, notamment une baisse des prix" constate-t-il. Il compare ce marché à celui des télécoms, qui avait vu les tarifs chuter de manière très importante. Pour expliquer ce phénomène, Jacques Percebois avance une explication : "l'électricité est un produit très particulier, qui ne se stocke pas et qui doit passer par un réseau".

>> *A lire aussi - [Electricité : Cdiscount veut mettre un coup de pied dans la fourmilière](#)*

Résultat, la concurrence, notamment en termes de prix, ne se fait que sur une part minime du coût de l'électricité. Conséquence directe, les tarifs ne peuvent pas dégringoler comme dans d'autres secteurs. En revanche, cette libéralisation a des aspects positifs affirme Jacques Percebois, notamment sur l'environnement, qui devient désormais un argument commercial pour les différentes marques.